

**L'UNION EUROPÉENNE
REÇOIT À OSLO LE NOBEL
DE LA PAIX**
Prix et chuchotements

De notre bureau de Bruxelles Aziouz Mokhtari

Engagée dans des guerres majeures lors des décennies récentes, l'Union européenne reçoit, pourtant, le prix Nobel de la paix. La distinction est fautive.

Devant une brochette de chefs d'Etat et de gouvernement, le président du Nobel a remis la prestigieuse distinction à un trio d'Européens. Van Rompuy, président de l'UE, J. M. Barroso de la Commission européenne et Martin Schulz, du Parlement européen. Thorbjørn Jagland et les sages du prestigieux prix norvégien ont commis un impair, une bourde, une erreur, une indécatesse. Espérons pour eux, et pour le prix, que ce n'est pas là une faute fatale.

L'Union européenne et ses démembrements, Etats membres, ont, durant les dernières décennies, participé à plusieurs guerres hors ONU (2^e expédition punitive contre l'Irak), si l'on considère, toutefois, que la première invasion en Mésopotamie saddamienne était conforme à la légalité internationale. Certes, George Bush père, le senior de la guerre, avait pu arracher, c'est le mot, une résolution sur mesure de l'ONU, et après ? Cela fait-il de l'attaque meurtrière et sanguinaire, cette guerre des étoiles qui a mis sur orbite CNN et le sang séché par la caméra, une randonnée pour la paix ? Non, assurément ! Que du contraire, évidemment. La seconde descente sur Saddam, hors ONU, dénoncée par la France de Chirac, l'Allemagne de Schröder et la Russie de Poutine, complète l'œuvre majeure des Bush et de l'empire.

José Manuel Barroso, l'actuel président de la Commission européenne, était, alors, chef du gouvernement portugais, et à ce titre, il était l'intendant, l'ordonnateur de la guerre contre l'Irak. C'était ce que la chronique désigna «le congrès des Açores», en fait de réunion technique qui régla les détails, mis au point et arrangé les affaires de la mort. La suite, c'est connu, armes de destruction massive que personne ne trouva en Irak, mensonges meurtriers de Tony Blair (européen), exécutifs des ex-pays de l'Est devenus plus ouest que l'Ouest (Pologne en tête) et qui ont adoubé Bush junior pour sa guerre, et une Union européenne divisée sur la question.

Divine surprise pour Barroso le guerrier portugais devenu, grâce au pressing américain, président de la Commission européenne, après la pendaison de Saddam Hussein. Il étrenne au jour d'aujourd'hui son troisième mandat à Bruxelles. Le congrès des Açores a bien servi la fulgurante ascension du Portugais de la guerre et non de la paix. Plus récemment encore, Barroso et ses semblables, renforcés par la France de Sarkozy, ont interprété, méchamment et cyniquement, une résolution de l'ONU qui, en Libye, ne permettait qu'une zone d'exclusion aérienne. Pour, disait-on, empêcher Gueddafi de massacrer son peuple.

Ah, la belle romance ! Ce fut l'Otan, le corps expéditionnaire français et la chasse en Tripolitaine, en Cyrénaïque et dans le Fezzan de la dynastie des Gueddaf.

Barroso était présent à Oslo comme si de rien n'était et le jury d'Oslo lui décerna à lui et à l'UE le prix Nobel de la paix. L'opinion publique européenne n'est pas contente de cette distinction ; cela compte, ceci dit, pour du beurre. Les images reçues de la capitale norvégienne n'ont pas montré Tony Blair. Peut-être, tout simplement, que je ne l'ai pas vu...

A. M.

LA SITUATION AU MALI SE COMPLIQUE D'AVANTAGE
Le capitaine Sanogo
dépose le Premier ministre

Déjà fortement enlisé dans une inextricable crise, avec une autorité de transition affaiblie et une vaste partie du territoire livrée aux terroristes et aux narcotrafiquants, le Mali est soumis, depuis hier mardi, à une supplémentaire épreuve. La déposition du Premier ministre par l'omnipotent capitaine putschiste Amadou Haya Sanogo est venue, en effet, compliquer davantage la situation dans le pays.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Les Maliens, qui ne savent plus quelle solution à la crise qui secoue leur pays depuis plusieurs mois allait prévaloir, se sont réveillés ce mardi matin sur une mauvaise nouvelle : l'arrestation et le placement en résidence surveillée à son domicile à Bamako du Premier ministre Cheikh Modibo Diarra. La déposition qui dit bien son nom est l'œuvre du capitaine Amadou Haya Sanogo qui n'a plus besoin de breveter son diplôme de putschiste, puisqu'il a eu à opérer et réussir un coup d'Etat militaire en mars dernier contre le président Amadou Toumani Touré. Arrêté, le Premier ministre a été forcé d'annoncer sa démission ainsi que celle de son gouvernement. Chaud partisan d'une intervention militaire étrangère dans le Nord-Mali, Cheikh Modibo Diarra semble avoir fait les frais de cet engagement, le capitaine Sanogo compte, lui, parmi les ardents défenseurs d'une solution politique négociée. La contrainte à la démission du Premier ministre malien est intervenue d'ailleurs à un moment de confluent politique, puisque la veille, le Conseil de



Le capitaine Sanogo et le Premier ministre Cheikh Modibo Diarra.

sécurité de l'ONU, réuni au niveau ministériel, a préconisé la mise en pratique d'une approche globale, telle que formulée par l'ONU, dans la recherche de la solution au Mali. Mardi devait également se tenir la conférence nationale du dialogue intermalien pour définir les termes du processus de la négociation politique. La conférence est décalée. Et cette nouvelle crise ouverte risque fort bien de la renvoyer à des dates plus ultérieures. Le renversement du gouvernement malien est survenu également le lendemain de la décision de l'Union européenne d'envoyer, début 2013, une équipée de 400 militaires pour aider à la formation de l'armée malienne dérotée et considérablement démoralisée après avoir été vaincue par les rebelles du Nord. Cette formation que l'Union européenne s'est proposé de dispenser aux militaires maliens se veut

être un prélude à l'intervention de la force africaine pour la reconquête des territoires du Nord. La démission sous la contrainte du gouvernement risque de chambouler l'équation à paramètres multiples déjà difficile à résoudre. Du moins, elle complique davantage la problématique dans un pays au bord du gouffre. Ce qui est étonnant dans ce qui vient de survenir au Mali, c'est le silence bien gardé de la présidence, alors que la communauté internationale a réagi de manière prompte, à l'exemple de la chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton qui a souhaité la nomination rapide d'un nouveau Premier ministre consensuel. Elle a aussi appelé l'armée à cesser d'interférer dans la vie politique. Une dénonciation très diplomatique du putsch du capitaine Sanogo.

S. A. I.

L'OPPOSITION RÉOCCUPE LA RUE EN ÉGYPTE
Incertitude sur la tenue du référendum
sur la Constitution

De petites escarmouches ont été signalées, hier, entre les Frères musulmans et des manifestants opposés au président égyptien Mohamed Morsi. Et, selon une dépêche de l'AFP, des manifestants sont même parvenus en fin d'après-midi à franchir un barrage de blocs de béton et de barrières de métal à proximité du palais présidentiel.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Les militaires, dotés d'équipements antiémeutes, n'ont pas réagi et aucun

accrochage n'a eu lieu dans le périmètre de sécurité, où des chars ont été également déployés. «Alors que la nuit

était tombée, la manifestation des anti-Morsi commençait à prendre forme aux abords du palais», a constaté l'AFP. Elle risque, néanmoins, de s'amplifier à 72 heures de l'ouverture des bureaux de vote pour le référendum sur la nouvelle Constitution.

Hier, «Le Caire, a rapporté l'AFP, se préparait à une journée sous tension, avec des manifestations rivales des partisans du président Mohamed Morsi et de ses détracteurs, sous l'œil de l'armée chargée de préserver la sécurité jusqu'aux résultats de ce référendum controversé».

«Deux millions de personnes vont se rassembler derrière les forces islamistes et cinq marches sont prévues du côté de l'opposition», a indiqué la presse égyptienne d'hier. Les islamistes, favorables à la Constitution, s'étaient partagé les tâches : «les Frères musulmans manifestent et leurs alliés salafistes mobilisent la population en faveur du oui.» Mohamed Morsi, lui, «s'est plutôt adressé aux policiers, louant les efforts consentis en vue de maintenir l'ordre public.»

Arrivés au pouvoir dans une société qui a pris goût à la liberté, les islamistes sont, en effet, confrontés à la résistance des élites civiles, intellectuelles et médiatiques dans le pays, qui dénoncent le processus de rédaction tout autant que le contenu de la mouture de la Constitution soumise au

référendum. «Je dirais qu'à 90%, la Constitution ne me pose aucun problème.

Ce sont les 10% restants qui sont réellement préoccupants. Il n'est fait mention nulle part de justice sociale mais elle va surtout permettre à la charia d'avoir plus d'emprise sur la société», a estimé Ali El-Chalagani, un jeune avocat d'affaires, abordé par l'AFP.

Or, ce n'est pas le fond du texte qui suscite le plus de controverses, mais le processus de son élaboration. Un processus marqué par le retrait des coptes de la commission ad hoc, estimant que leurs préoccupations ont été ignorées.

Conscient de leur poids électoral, les Frères musulmans et leur bras politique, le Parti de la liberté et de la justice (PLJ) dont le président Morsi est issu, majoritaires dans l'Assemblée constituante à laquelle fut confiée la mission de rédiger ce document fondateur, ont refusé de revoir la composition des rédacteurs de ladite mouture et ont imposé leur vision des choses.

Tout en conservant l'ancienne formulation s'agissant de la loi islamique comme étant une source de droit, ils ont constitutionnalisé le rôle consultatif d'Al Azhar et précisé que les principes de la charia doivent être interprétés selon la doctrine sunnite.

L. H.

Photos : DR.

UN GENDARME TUÉ DANS UNE ATTAQUE ARMÉE
À LA VEILLE D'UNE GRÈVE GÉNÉRALE

Grande tension en Tunisie

Sur fond de menace de grève générale, la Tunisie vit des moments de grande tension. Des affrontements avec des hommes armés ont fait un mort. Hier, les forces de sécurité tunisiennes n'étaient pas encore en mesure de préciser si les auteurs de l'attaque étaient des trafiquants ou des islamistes armés.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - Deux jours avant la date fixée par l'UGTT pour une grève générale décidée suite à l'attaque de son siège par des islamistes, des pourparlers étaient en cours hier pour tenter d'arracher un compromis pour l'annulation de la démonstration de force de la puissante centrale syndicale. Un nouveau round est prévu aujourd'hui encore au moment où l'UGTT maintenait intactes ses revendications. Elle revendique la dissolution de la Ligue de protection de la révolution soutenant le parti islamiste Ennahda. C'est dans ce

contexte déjà tendu qu'un gendarme a été tué et quatre autres blessés dans des affrontements avec des hommes armés dans la région de Kesserine, frontalière de l'Algérie. Hier, les autorités tunisiennes n'avaient toujours pas arrêté les auteurs de cette attaque et ne précisaient toujours pas s'il fallait attribuer cet acte à des trafiquants ou à des groupes terroristes. Cette attaque intervient quelques jours après les mises en garde du président tunisien qui faisait état d'une quantité d'armes en circulation dans la région. Moncef Merzouki affirmait que «des quantités d'armes ayant appartenu au régime libyen sous Kadhafi sont passées aux mains des islamistes non seulement en Libye, mais aussi en Algérie et en Tunisie». Plusieurs titres de la presse tunisienne ont également fait part de leur inquiétude de la montée du salafisme. Des craintes qui interviennent dans un climat social des plus tendus. Le syndicat des employés de la Constituante de Tunisie, assemblée déjà

vivement critiquée en raison de la lenteur de ses travaux, annonçait une grève de trois jours expliquant qu'«aucune solution ne nous a été présentée lors d'une réunion de conciliation et nous avons décidé de mettre en œuvre notre grève», expliquait le secrétaire général du Syndicat des agents et cadres de l'Assemblée nationale constituante. Auparavant, cinq jours d'affrontements entre manifestants et policiers ont fait quelque 300 blessés fin novembre à Siliana alors que la centrale syndicale s'apprête à paralyser le pays demain pour dénoncer l'attaque, la semaine dernière, devant son siège par des milices proches des islamistes d'Ennahda. Une situation des plus confuses au moment où le pays s'apprête à fêter dans quelques semaines le second anniversaire de la révolution. Les Tunisiens restent dans l'expectative, déçus par une situation économique désastreuse et un climat politique des plus tendus.

N. I.